

APPLICATION DU RGPD, QUELS RECOURS ?

FORMATION COURTE



Date :
A réserver



1j
7h



Locaux de Mathias Avocats
Locaux du Client



Modalités :
Continu
Présentiel



995 H.T.

Code :
2405

Objectifs

- Être en mesure d'élaborer une politique de gestion du risque juridique relative à la protection des données à caractères personnels
- Savoir mettre en œuvre une défense équilibrée
- Maîtriser les règles de procédure judiciaire
- Savoir utiliser les voies de recours

Animateurs

Consultants - Formateurs experts

Supports de stage

Support de cours et d'exercices

Destinataires

- Tout salarié, entreprise, particulier désireux
- *Data Officers*
- Anciens Correspondants informatique et liberté & DPO
- Juristes, avocats

Compétences acquises

Suite à la formation, les stagiaires auront acquis toutes les connaissances à propos des sanctions sous le RGPD

Evaluation

Individuelles + Groupe
Pendant + A la fin

Méthodes

Active et participative, ateliers pratiques, Q&R, installations professionnelles, projections, slides

Prérequis

Aucun

Certificat de fin de stage

Option repas

Sur demande

**APPLICATION DU RGPD, QUELS
RECOURS ?**
FORMATION COURTE



Plan de la formation

1. Quels recours pour les personnes concernées ?

- Comment les personnes concernées peuvent-elles introduire des réclamations auprès de la CNIL ?
- Dans quel cadre peuvent-elles introduire une action en justice contre la décision prise par la CNIL ?
- Comment se déroule une action de groupe relative à la protection des données à caractère personnel ?
- La question du droit à réparation dans la loi CNIL 3

2. Quels recours pour le responsable de traitement ?

- Comment réagir face à un contrôle de la CNIL ? Quels sont les droits du responsable de traitement ?
- Quels recours face à une décision de la CNIL ?
- Quelle responsabilité contractuelle face à un sous-traitant ?
- La question de l'action récursoire en cas de condamnation : comment répartir la responsabilité entre tous les acteurs d'un traitement de données à caractère personnel ?

3. Quels points d'attention pour gérer le risque juridique ?

- Quels processus mettre en œuvre en amont ?
- Peut-on s'assurer face au risque juridique ?
- Comment encadrer contractuellement sa responsabilité avec ses sous-traitants ?